

BELLICA

Guerre, histoire et sociétés

Tout est perdu : guerre et honte dans le conflit entre Gênes et la Savoie en 1672

Luca DOMIZIO

Luca LO BASSO

Article disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://revue-bellica.uqam.ca>

Pour citer l'article :

Luca DOMIZIO et Luca LO BASSO, « Tout est perdu : guerre et honte dans le conflit entre Gênes et la Savoie en 1672 », dans Julie LE GAC et Silvia MOSTACCIO (éd.), « La honte », *Bellica. Guerre, histoire et sociétés*, vol. 1, n°1, 2024, p. 75-92 [En ligne : <https://revue-bellica.uqam.ca/articles/tout-est-perdu-guerre-et-honte-dans-le-conflit-entre-genes-et-la-savoie-en-1672/>].

Tout est perdu : guerre et honte dans le conflit entre Gênes et la Savoie en 1672*

Luca DOMIZIO
Université de Gênes
luca.domizio@edu.unige.it

Luca LO BASSO
Université de Gênes
lobasso@unige.it

Dans les dictionnaires de langue italienne, dès les premières éditions de l'Académie de la Crusca du XVII^e siècle, le mot *onta*, dérivé du français *honte*, signifiait déshonneur ou honte, consécutive à la commission d'une malhonnêteté ou à la condamnation à une peine infamante¹. Il suffisait alors de peu pour être déshonoré, mais il était très difficile, à l'inverse, de reconquérir la réputation perdue. L'honneur, dérivé à son tour du latin *honor/honor -is*, indique encore aujourd'hui, dans un sens large, l'état de dignité personnelle perçue intérieurement, tout autant que la considération, extérieure, accordée par les autres. Avoir de l'honneur signifie jouir d'une excellente réputation, d'une renommée acquise par une conduite de vie honorable². Dans la société de l'Ancien Régime, l'honneur était le fondement de la reconnaissance des privilèges et de l'intégration dans la société. Il incarnait également la reconnaissance des vertus, apportait la réputation et conduisait à la respectabilité. De l'honneur découlaient la dignité et l'honnêteté, vertus fondamentales pour définir le statut et les privilèges. Selon la pensée nobiliaire de l'époque, il s'incarnait dans les valeurs militaires et chevaleresques de l'aristocratie, et sa perte signifiait l'exclusion de cet état³.

* Texte adapté de la traduction française par Benjamin Deruelle et Silvia Mostaccio.

¹ Cet article est le résultat de la collaboration et des réflexions historiographiques des deux auteurs. Luca Lo Basso a rédigé l'introduction, la troisième partie et la conclusion, tandis que les première et deuxième parties ont été écrites par Luca Domizio.

² Franco CARDINI, *Onore*, Bologne, Il Mulino, 2016, p. 10-43.

³ José Antonio MARAVALL, *Potere, onore, élites nella Spagna del secolo d'oro*, Bologne, Il Mulino, 1984, p. 37-45 et 67 ; Hervé DRÉVILLON et Diego VENTURINO (éd.), *Penser et vivre l'honneur à l'époque moderne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 11 ; Alicia Esteban ESTRÍNGANA (éd.), *Decidir la lealtad. Leales y desleales en contexto (siglos XVI-XVII)*, Madrid, Doce Calles, 2018, p. 9-17 ; John George PERISTIANY, *Honour and Shame, The Values of Mediterranean Society*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1965.

Le sentiment de l'honneur, central dans les codes de conduite de nombreuses sociétés, en particulier celles de l'Ancien Régime, jouait un rôle clé dans la légitimation de la position sociale et, par conséquent, de la respectabilité, laquelle reposait sur deux aspects principaux : la vertu, c'est-à-dire la pureté morale ou la noblesse d'âme, d'une part, et le statut, c'est-à-dire la capacité à exercer une autorité, d'autre part. L'honneur comportait également une dimension sociale dans laquelle les valeurs morales pouvaient être ajustées au rang ou à la fonction et manipulées pour préserver un ordre social strict. Dans ce cadre, il reflétait non seulement les hiérarchies sociales, mais contribuait à leur renforcement. Ceux qui occupaient des positions inférieures étaient tenus d'accepter cette structure et de reconnaître leur subordination. En découlait une tension entre un code de l'honneur général, accepté comme norme sociale, et une conception plus individuelle de ce sentiment, fondée sur la conscience de posséder certaines vertus ou qualités personnelles. L'honneur fondait ainsi les distinctions que manifestaient les rituels et les cérémonies publiques⁴.

L'honneur et le déshonneur étaient donc des concepts clés des dynamiques politiques, sociales et économiques de l'Europe du XVII^e siècle, en particulier au sein des cours et des aristocraties. Pour cette raison, ils sont centraux pour comprendre les événements qui impliquèrent en 1672 le duc de Savoie, l'aristocratie curiale et les responsables du commandant militaire, le comte Catalano Alfieri et le marquis de Livourne, Charles Jean-Baptiste de Simiana, dans le conflit opposant le duché à la république de Gênes. Toutefois, si l'honneur et la honte étaient deux moteurs des comportements et de la régulation des relations sociales à l'époque moderne, les sentiments ressentis par le comte Alfieri lorsqu'il fut arrêté pour trahison et lâcheté, à la suite de la défaite de Castelvechio en août 1672, demeurent inconnus, tout comme la honte sans doute éprouvée par le marquis de Livourne lorsque, traqué par la justice ducale, il décida de fuir vers la France pour sauver sa vie et tenter de regagner son honneur avec l'aide du souverain le plus influent de l'époque, Louis XIV.

Dans un premier temps, la défaite et la honte de Castelvechio furent attribuées à Don Gabriel de Savoie et, par extension, au duc Charles-Emmanuel II. Fort de sa position, ce dernier détourna habilement les accusations et le déshonneur sur le comte Alfieri et le marquis de Livourne, devenus boucs émissaires d'une défaite menaçant la stabilité politique du duché. Leur honneur nobiliaire, instrument de légitimation politique et sociale, s'était traduit par une accumulation de prestige et de pouvoir. Le déshonneur et la honte, associés à la défaite et à l'accusation de trahison, entraînèrent non seulement la perte de leur réputation, mais également leur ruine économique et leur exclusion politique. C'est sur l'affront subi par les deux aristocrates piémontais, victimes d'une lutte politique entre factions à la cour de Turin, que porte cet article. Leur humiliante mise à l'écart fut soutenue par le duc et le déshonneur qui en découla ne compromit pas seulement leur prestige et leur statut social. La confiscation de leurs biens eut également des conséquences économiques graves et entraîna la destruction de leur patrimoine familial. La guerre de 1672, bien que méconnue, s'avère ainsi une étude de cas

⁴ Claudio POVOLO, *L'uomo che pretendeva l'onore. Storia di Bortolamio Pasqualin da Malo*, Venise, Marsilio, 2010, p. 178.

particulièrement utile pour comprendre les mécanismes de la disgrâce et nuancer l'historiographie traditionnelle qui a pris pour argent comptant les accusations de Charles-Emmanuel II et de son conseiller, Gio Battista Truchi. La définition juridique des responsabilités de l'échec et la redistribution de la honte qui l'accompagne s'inscrivent en effet non seulement dans le champ de la guerre, mais aussi dans celui du politique, qui voit des luttes de factions à la cour de Savoie, avec pour enjeu la préservation de l'honneur du prince, alors que le duché fait, pour la première fois, son entrée sur la scène géopolitique européenne⁵. Après avoir présenté les événements de la guerre de 1672 à l'occasion de laquelle le duc de Savoie tenta de s'emparer de Gênes, ainsi que les difficultés et les déboires de la campagne, nous verrons comment l'éloignement de la honte, liée à l'échec militaire, de la personne de Charles-Emmanuel II est devenu un enjeu qui s'est inséré dans le jeu politique de la cour savoyarde.

LES CAUSES ET LA PRÉPARATION DE LA GUERRE CONTRE GÈNES DE 1672

Si l'année 1672 évoque souvent le début des campagnes de Louis XIV contre les Provinces-Unies, elle fut également marquée par la tentative d'expansion d'un de ses parents et admirateurs, son cousin Charles-Emmanuel II. Le duc de Savoie profita, en effet, de ce qui lui sembla être une conjoncture favorable pour tenter d'envahir la république voisine de Gênes. Il s'agissait, en réalité, de la seconde tentative après celle conduite une cinquantaine d'années plus tôt par Charles-Emmanuel I^{er}. Certains acteurs de cette seconde campagne avaient déjà été associés à la première. C'était notamment le cas du comte Catalano Alfieri. La campagne de 1672 fut cependant longtemps présentée comme une caricature de celle de 1625, en raison de la conspiration des Savoie pour compromettre le régime génois⁶. Bien qu'il existe de réels parallèles, lire la guerre de 1672 uniquement à la lumière de son précédent empêche l'analyse juste des opérations militaires et des objectifs politiques. Pour cela, il est nécessaire de considérer la guerre pour elle-même, comme une initiative du duc et de sa cour élaborée dans un contexte spécifique et avec un horizon politique déterminé⁷.

Pour Charles-Emmanuel II, le conflit génois devait permettre de sortir définitivement de la tourmente de la guerre civile (1638-1642), dont les fractures sociales se faisaient encore sentir. La tiédeur de son déroulé et son résultat décevant n'avaient pas permis de consacrer la renaissance de l'État nouvellement uni. Cette guerre resta également longtemps exclue de l'his-

⁵ Gaudenzio CLARETTA, *Storia del Regno e dei tempi di Carlo Emanuele II duca di Savoia scritta sui documenti inediti*, t. I, Gênes, Tipografia del Regio Istituto de' sordo-muti, 1877, p. 636-888.

⁶ Antonio GALLENGA, *Storia del Piemonte dai primi tempi alla Pace di Parigi del 30 1856*, 2 vol., Turin, Eredi Botta, 1856, p. 210.

⁷ Paola BIANCHI, « Storia militare e diplomatica. Il Piemonte nei rapporti con gli spazi italiani ed Europe », in *Id.* (éd.), *Il Piemonte in età moderna Linee storiografiche e prospettive di ricerche*, Turin, Centro Studi Piemontesi, 2007, p. 34.

toriographie locale⁸, et de la soi-disant « tradition militaire savoyarde »⁹, qui postule l'exceptionnalité du duché par rapport aux autres États italiens.

Derrière cette initiative militaire se trouve un souverain, détenteur du pouvoir depuis 1638 mais régnant en réalité cependant depuis la mort de la régente, Christine de Bourbon, en 1663¹⁰. L'appareil militaire de l'État savoyard était miné par les discordes entre factions nobiliaires. Il avait néanmoins fait l'objet de renouvellements, surtout les milices, réformées à la lumière du modèle des régiments d'ordonnance¹¹. Combiné à un contexte international en effervescence, la persistance des différends frontaliers traditionnels¹², en particulier ceux de 1670 autour de Cenova, se conjuga à un projet de conspiration présenté à Charles-Emmanuel II par Raphaël Della Torre, jeune patricien génois exilé et réfugié à Turin, visant à renverser le régime de la cité ligure¹³. La proposition présentée avec le soutien du marquis de Livourne et de son père, le marquis de Pianezza, prévoyait un coup d'État à Gênes et l'intervention parallèle des troupes savoyardes, qui devaient occuper Savone et une partie de la Riviera de Ponente. Della Torre espérait instaurer un nouveau régime personnel dans la capitale, tandis que le duché aurait intégré Savone, gagnant ainsi un important accès à la mer. Cette perspective, combinée à l'idée que la république était incapable de se défendre seule, poussa Charles-Emmanuel II à organiser l'invasion par l'Apennin ligure. Le marquis de Pianezza, quant à lui, voyait dans ce projet l'occasion d'accroître le prestige familial grâce à la gloire militaire de son fils, pour lequel il obtint la lieutenance de l'expédition, le commandement de la cavalerie et le grade de colonel du régiment de Montferrat.

La préparation de la guerre, contre l'avis du général des finances Gio Battista Truchi, comte de Levaldigi, commença dès le mois de juin 1672. L'on s'efforça de rassembler des troupes dans diverses localités frontalières, d'accumuler les ressources nécessaires, d'améliorer les fortifications locales et de délier les nœuds logistiques¹⁴. Cette phase préparatoire témoigne de la

⁸ Claudio ROSSO, « Uomini e poteri nella Torino barocca (1630-1675) », in Geoffrey SYMCOX et Anthony CARDOZA (éd.), *Storia di Torino*, vol. 4 *La città fra crisi e ripresa 1630-1730*, Turin, Einaudi, 2002, p. 42-44 ; Costantino SALVI, *Carlo Emanuele II e la guerra contro Genova dell'anno 1672*, Rome, Ufficio storico del comando del corpo di stato maggiore, 1933.

⁹ Walter BARBERIS, *Le armi del Principe. La tradizione militare sabauda*, Turin, Einaudi, 1988.

¹⁰ Florine VITAL-DURAND, « Entre art et politique. Christine de France, duchesse et régente de Savoie (1619-1663). Définition d'une identité politique et artistique au service de la dynastie », thèse d'histoire, Université Grenoble Alpes, 2018, p. 112-149.

¹¹ Paola BIANCHI, « La riorganizzazione militare del Ducato di Savoia e i rapporti del Piemonte con la Francia e la Spagna. Da Emanuel Filiberto a Carlo Emanuele II », in Enrique GARCÍA HERNÁN et Davide MAFFI (éd.), *Guerra y Sociedad en la Monarquía Hispánica. Política, Estrategia y Cultura en la Europa Moderna. 1500-1700*, Madrid, CSIC, 2006, p. 189-216, en particulier p. 212.

¹² Des conflits déjà vifs dès le début du XVII^e siècle et qui continuèrent pendant le XVIII^e siècle, voir Paolo PALUMBO, *Un confine difficile: Controversie tra la repubblica di Genova e il regno di Sardegna nel Settecento*, Turin, Silvio Zamorani Editore, 2010.

¹³ Francesco CACCIABUE, « Per una biografia di Raffaele Della Torre », *Miscellanea Storia Ligure*, 18, 1986, p. 627-639.

¹⁴ Enrico LUSSO, « Territorio, infrastrutture e tutela militare. I confini sabauda-genovesi in età moderna », in Giovanni ASSERETO, Carlo BITOSI et Pierpaolo MERLIN (éd.), *Genova e Torino : Quattro secoli di incontri e scontri, nel bicentenario dell'annessione della Liguria al Regno di Sardegna*, Gênes, Società ligure di Storia patria, 2015, p. 187-214.

conviction du duc qu'aucun obstacle ne se dresserait contre son invasion. Outre cette préparation sommaire, sans investir dans les ressources adéquates ni prendre le temps de les accumuler, Charles-Emmanuel II mit sur pied un contingent, modeste, composé de régiments d'ordonnance et de cavalerie, une arme mal adaptée au terrain montagneux¹⁵. Le commandement général de l'expédition fut confié au comte Catalano Alfieri. Cette précipitation se justifiait cependant par la volonté de préserver l'effet de surprise, un sacrifice stratégique en somme pour conserver un avantage opérationnel. L'entreprise s'avéra partiellement efficace car le service de renseignement génois avait eu vent des rassemblements de troupes à la frontière¹⁶. La lenteur et la timidité de la réponse génoise ne firent que renforcer le duc dans la conviction de sa prochaine victoire.

LA CONDUITE ET LES PROBLÉMATIQUES DES OPÉRATIONS

Après s'être réunie le 23 juin, l'armée savoyarde se mit en mouvement le 24 sous la direction du marquis de Livourne, en raison d'une maladie affectant le comte Alfieri – problème qui, à plusieurs reprises, empêcha son commandement. Les déplacements commencèrent entre le 24 et le 25 juin depuis Saliceto en direction de Carcare, dans la région de Savone. Entre-temps, la conspiration à Gênes avait échoué, ce dont le commandement savoyard fut immédiatement informé. Malgré cela, l'armée poursuivit sa marche jusqu'à Altare. À Gênes, la mobilisation commença lentement avec l'envoi de troupes vers Savone et la levée de nouvelles compagnies en Corse, un lieu traditionnel de recrutement pour la république. Le 26 juin, le marquis de Livourne se dirigea vers Savone, rencontrant les premières défenses génoises près de Cadibona et de la Ferriera. L'avantage défensif de la compagnie corse postée sur les hauteurs¹⁷, ajouté à une lettre du comte Catalano (toujours indisposé et absent du terrain), convainquit le marquis de modifier son itinéraire vers Saliceto, puis Pieve. Cette déviation représenta en réalité l'abandon de la conquête de Savone, laissant l'entreprise sans objectif clair.

¹⁵ Archivio di Stato di Torino (désormais AST), Sezione di Corte, *Materie politiche per rapporto all'estero, Negoziazioni con la Repubblica di Genova*, liasse 3, 21 juin 1672.

¹⁶ Paolo Giacomone PIANA et Riccardo DELLEPIANE, *Militarium: fonti archivistiche e bibliografia per la storia militare della Repubblica di Genova (1528-1797), della Repubblica Ligure (1797-1805) e della Liguria napoleonica (1805-1814)*, Gênes, Brigati, 2003, p. 47-48.

¹⁷ Fait habituellement négligé pour l'époque moderne, il est important de rappeler que combattre dans les Apennins ligures revenait à mener une véritable guerre de montagne, avec toutes les difficultés qu'elle implique, Stéphane GAL, *Histoires verticales. Les usages politiques et culturels de la montagne (XIV^e-XVIII^e siècles)*, Champ Vallon, Ceyzérieu, 2018, p. 330-351 ; Giovanni Cerino BADONE, *You have to die in Piedmont! The Battle of Assietta, 19 July 1747, the War of the Austrian Succession in the Alps*, Warwick, Helion & Company, 2023.



Giovanni Tommaso Borghonio, *Carta generale de Stati di Sua Altezza Reale*, 1680, Bibliothèque nationale de France, département Cartes et plans, GE DD-2987 (5022,1-2 B)

À ce stade déjà apparaît le problème de la direction de la campagne savoyarde, pourvue d'un commandement réparti entre les officiers de terrain – auxquels se joignit plus tard Gabriel de Savoie, fils naturel de Charles-Emmanuel I^{er} à qui fut confié le commandement suprême à partir du 18 juillet – et la cour de Turin. La vision confuse et souvent erronée de cette dernière se traduisit vite par une indécision opérationnelle¹⁸. En outre, dès les mouvements du 26 juin, le manque de coordination, entre l'initiative du marquis de Livourne et les indications du comte Alfieri, entama la cohésion de l'armée, qui reposait sur des compromis internes constants. Ce même jour, Alfieri ordonna de passer par Montezemolo et d'emprunter ainsi la route la plus

¹⁸ Le problème des relations entre la cour et les officiers en guerre durant ces années a fait l'objet d'études approfondies, H. DRÉVILLON, *L'impôt du sang. Le métier des armes sous Louis XIV*, Paris, Tallandier, 2005, p. 30-54 ; Jean-Philippe CÉNAT, *Le roi stratège. Louis XIV et la direction de la guerre, 1661-1715*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 87-125.

longue vers Pieve. Le marquis de Livourne prit pourtant celle de Calizzano, situé en territoire espagnol, rencontrant ainsi l'hostilité des marchands locaux¹⁹.

Les phases suivantes de la campagne, ainsi que les problèmes que rencontrèrent les troupes savoyardes, notamment la cavalerie, sont bien connues²⁰. Seuls certains moments clés seront donc abordés ici. Le 28 juin, Pieve di Teco fut prise sans résistance²¹, une occupation qu'Alfieri justifia en vertu des querelles non résolues entre les communautés de Rezzo (fief génois) et celle de Cenova (vassal savoyard). Pour légitimer l'opération militaire et sur les instructions du duc, Alfieri y fit publier et diffuser un manifeste sur les raisons de l'occupation. Le comte essayait de démontrer l'indépendance de cette opération par rapport à la conspiration génoise. À Pieve et dans ses environs, l'attente d'une réponse de la ville marqua le début de la difficile cohabitation entre l'armée et les civils.

La situation était tout aussi ambiguë à Oneglia, ancien fief de la famille Doria acheté par le duc Emmanuel-Philibert de Savoie en 1576. La cité se trouvait dans une position d'assiègement territorial par la configuration des frontières et la fermeture de la mer, surveillée par les patrouilles des galères génoises. L'inquiétude du gouverneur se révéla par les nombreuses lettres envoyées au duc²².

La réponse au manifeste savoyard arriva le 4 juillet, signée par les commissaires Jean-Baptiste Centurione et Jean-Luc Durazzo, alors que Gabriel de Savoie arrivait à Pieve avec des renforts en troupes et en vivres. Aucune décision ne fut cependant prise par les autorités de la ville. Cette attente convenue constitua un des griefs contre Alfieri, auquel l'on reprocha sa mauvaise conduite de la guerre²³. Il aurait ignoré non seulement les recommandations du conseil de guerre de l'armée, mais encore celle de don Gabriel, qui figura parmi ses accusateurs. L'occupation de Pieve fut cependant moins une période d'inaction qu'un moment de tension pour le commandement piémontais, qui dut gérer l'administration de l'armée, du territoire et de la justice – un problème auquel les officiers génois étaient également confrontés²⁴. Alfieri resta en effet à Pieve pendant 21 jours. Ce n'est qu'ensuite que les premiers contingents, dirigés par le sergent-major corse Pierre Paul Restori, s'approchèrent d'Albenga et que le 18 juillet 1672, Gabriel de Savoie, auréolé du commandant en chef de l'armée savoyarde, arriva à Pieve avec un renfort de 5000 hommes environ.

¹⁹ AST, Sezione di Corte, *Materie politiche per rapporto all'estero, Negoziazioni con la Repubblica di Genova*, liasse 3, 26 juin.

²⁰ Girolamo BRUSONI, *Della Historia d'Italia di Girolamo Brusoni, Libri 46, Dall'anno 1625 fino al 1679*, Turin, Appresso Bartolomeo Zappata, 1680, p. 944-952 ; Alberto FERRERO DELLA MARMORA, *Le vicende di Carlo di Simiane, marchese di Livorno poi di Pianezza tra il 1672 ed il 1706*, Turin, Fratelli Bocca Librai, 1862, p. 10-118.

²¹ Archivio Storico del Comune di Genova (désormais ASCG), *Manoscritti*, Ricci, 139, *Secretaria del Conte Catalano Alfieri Comandante dell'armi del Serenissimo Duca di Savoia*, 29 juin 1672, p. 12.

²² ASCG, *Secretaria del Conte Catalano Alfieri*, 2 juillet 1672, p. 27.

²³ ASCG, *Secretaria del Conte Catalano Alfieri*, 22 juillet 1672, p. 112-113.

²⁴ La guérilla génoise n'a pas été une révolte populaire, bien au contraire. Malgré l'adoption de tactiques irrégulières, les commissaires génois opérèrent principalement avec l'aide de soldats réguliers (notamment corses), de milices auxiliaires et de quelques paysans payés. Quoi qu'il en soit, la rencontre entre les soldats et les communautés locales posait problème même pour la république, car celles-ci ne participaient pas à l'effort de guerre et ne combattaient pas directement, Archivio di Stato di Genova (désormais ASG), *Guerra e Marina*, liasse 1156, 27 juillet 1672.

Le 21 juillet, un conseil de guerre se tint, au cours duquel il fut décidé de diviser l'armée en deux contingents : le premier, sous le commandement de don Gabriel, devait renforcer Oneglia ; le second, avec Alfieri, devait occuper Zuccarello, puis Albenga²⁵. Parallèlement, le duc organisa une expédition sur la Riviera ligure à partir de Nice, afin de créer une diversion pour les Génois. C'est alors que de nouveaux objectifs territoriaux furent établis. Il ne s'agissait plus de la prise de Savone, mais plutôt des modestes acquisitions de Porto Maurizio, Albenga et d'autres territoires susceptibles de garantir un meilleur accès à la mer et une connexion avec le cœur du duché²⁶. L'objectif politique, cependant, restait vague, comme le montrent les lettres du duc²⁷. Le contingent d'Alfieri se dirigea vers Zuccarello en passant par Roccabarbena, position génoise fortifiée et occupée après de violents combats, puis Castelvechio²⁸. Entre-temps, Gabriel de Savoie, en contact constant par des messages avec l'autre contingent, arriva à Oneglia avec les renforts, puis se déplaça pour atteindre Cervo. Le 25, Alfieri atteignit Cisano, se dirigeant ainsi vers Albenga. Par correspondance, il fut convenu de réunir les deux colonnes à Villanova le 27 juillet. Cependant, la jonction ne put se faire en raison de la résistance génoise. En effet, le 25 juillet, Restori attaqua une position montagnaise fortifiée de don Gabriel, ce qui le força à se retirer à Stellanello.

Malgré le succès génois, Alfieri continua cependant vers Albenga, reportant la jonction. Le commissaire Durazzo tenta d'empêcher ce mouvement. Le 27, une escarmouche impliqua une grande partie des troupes, sans dégénérer toutefois en conflit ouvert. Alfieri décida de déplacer l'armée. Ayant reçu la proposition de se réunir à Paravenna, il envoya le marquis de Livourne avec le régiment de Monferrato pour ouvrir la voie, mais il ne trouva pas don Gabriel. La jonction échoua, car Gabriel, sous la menace génoise, décida de se retirer par Oneglia vers le Piémont²⁹. L'habileté du commandement génois et le manque de coordination savoyarde empêchèrent la jonction et marquèrent à cette occasion la fin de l'offensive.

Catalano commença également à se retirer en prenant la route de Cisano puis de Zuccarello, à la recherche de fourrage et de vivres. La nécessité de retourner au Piémont devint alors évidente. Le 3 août, il décida de faire une halte à Castelvechio, localité partiellement fortifiée. Les mouvements se poursuivirent, pressés par les troupes génoises qui occupaient les

²⁵ AST, Sezione di Corte, *Materie politiche per rapporto all'estero, Negoziazioni con la Repubblica di Genova, Osservazioni sopra la campagna del 1672 contro Genovesi*.

²⁶ ASCG, *Secretaria del Conte Catalano Alfieri*, 15 juillet 1672, p. 46-48.

²⁷ AST, Sezione di Corte, *Materie politiche per rapporto all'interno, Lettere diverse Real Casa, Lettere Duchi e Sovrani*, liasse 65, 30 juillet 1672.

²⁸ A. FERRERO DELLA MARMORA, *Le vicende di Carlo di Simiane...*, *op. cit.*, p. 37-38.

²⁹ Pour cette raison, le premier à porter la responsabilité de l'échec au mois d'août fut don Gabriel, accusé par le duc d'être à l'origine des déboires de l'opération, tandis qu'il cherchait lui-même à pointer la responsabilité de Livourne et son incapacité à lui apporter assistance. En rentrant à Turin, il écrivit des lettres de désespoir au duc à propos de la perte de son honneur – qui sera rétabli par la suite au cours de la deuxième partie de la guerre, que nous n'avons pas l'occasion d'approfondir ici : « V.A.R. mi fait ressentir des effets de son châtimen, en me bannissant de sa roial' person, et qu'io [sic] suis un homme' perdu au Monde. Je suis fort di luy remettre à mon gran regret tous les charges que j'ay me prouvant plus les tenir puisque V.A.R. sans avoir considerassion ny a mon rang ny a son sang m'at abimé l'honneur de réputation et de hont », ASTo, Sezione Corte, *Materie politiche per rapporto all'interno*, Lettere diverse Real Casa, Lettere di principi naturali di Savoia, Mazzo 18, 7 agosto.

hauteurs autour de Castelvecchio et du pont d'Erli, coupant ainsi la route de la retraite vers Garesio et le Piémont. Malgré les mesures défensives adoptées, la situation à l'intérieur du bourg était rendue dramatique par le manque d'eau, lié au contrôle génois de la source la plus proche. La seule solution pour Alfieri était le secours du contingent arrivé à Garresio, auquel il envoya une demande de soutien. Le 4 août, aucune nouvelle ne lui était parvenue, à l'exception d'une proposition de reddition envoyée par les Génois. Le jour suivant, le comte de Piossasco, qui dirigeait les secours, avança avec 500 hommes environ vers une hauteur autour de Castelvecchio, espérant rencontrer une sortie d'Alfieri. Le comte affirma ensuite que l'opération avait duré environ sept heures, pendant lesquelles il n'y eut aucune réponse du château. Selon la version rapportée par Viceti, la tentative de secours dura très peu de temps, car le sergent-major Restori la réprima rapidement, repoussant également les tentatives de sortie du château³⁰. En réalité, la seule possibilité de salut pour les assiégés venait de s'envoler. Le soir même, un conseil de guerre se tint, qui décida d'une sortie nocturne, jugeant plus honorable la mort ou la captivité que la reddition³¹. L'ordre et l'heure de l'assaut furent fixés, ainsi que l'allumage d'une mèche destinée à faire sauter le château. Bien qu'un compte rendu du conseil ait été reconstruit a posteriori, la dynamique du processus décisionnel reste floue³². Lorsque le moment arriva et que les assiégés sortirent, les rapports et les mémoires parlent d'un feu intense de mousqueterie qui arrêta les premiers contingents savoyards. Persistant dans leur tentative, les Piémontais réussirent toutefois à atteindre et à occuper les premières barricades, allant jusqu'à la troisième position fortifiée. À ce point, Alfieri, suivant son guide, se sépara du gros de l'armée avant de tomber dans une embuscade à laquelle il survécut, poursuivant finalement sa fuite avec d'autres survivants au-delà des positions génoises. Le marquis de Livourne réussit lui aussi à percer les lignes. En l'absence de témoignages sûrs du déroulement de l'affaire, le commandant savoyard fut vite accusé de collusion avec l'ennemi.

Cependant, alors que les survivants se réunissaient à Garresio, le reste des troupes, guidé par le marquis de Parella, opta pour un retour à Castelvecchio. Une fois à l'intérieur, le commandant fit probablement éteindre la mèche et, le lendemain matin, se rendit aux Génois, qui prirent possession de toute la documentation opérationnelle, et en particulier de la correspondance d'Alfieri. La défaite militaire se transforma ainsi en débâcle générale, ternissant la réputation militaire savoyarde³³, à tel point qu'une justification fut rapidement avancée, fondée

³⁰ A. FERRERO DELLA MARMORA, *Le vicende di Carlo di Simiane...*, op. cit., p. 67-70.

³¹ Mais la reddition était-elle vraiment l'option la moins honorable ? Dans un traité militaire contemporain, l'ingénieur La Fontaine affirmait que, une fois tout fait pour défendre une fortification, la reddition selon des termes convenus était une option honorable pour le commandant, du moins plus honorable que d'être fait prisonnier de guerre sans condition, DE LA FONTAINE, *La doctrine militaire, ou le parfait general d'armée*, à Paris, Estienne Loyson, 1667, p. 213-215 ; Paul VO-HA, *Rendre les armes : le sort des vaincus, XVI^e-XVII^e siècles*, Champ Vallon, Ceyzérieu, 2017. Cependant dans ce cas, comme l'a noté Paul Robinson dans son étude, ce fut justement la quête de l'honneur dans la mort qui poussa à cette solution. Elle eut finalement le résultat opposé, Paul ROBINSON, *Military Honour and the Conduct of War from Ancient Greece to Iraq*, Londres, Routledge, 2009.

³² Biblioteca Reale Torino (désormais BRT), *Manoscritti militari I*, ms. 33 ; Francesco Maria Viceti, *Storia della guerra di Genova con Savoia dell'anno 1672*, p. 51.

³³ ASG, Archivio Segreto, *Lettere Ministri Firenze*, liasse 2174, 9 août 1672.

sur la (fausse) nouvelle selon laquelle les Génois devaient leur victoire au soutien des troupes espagnoles de Milan³⁴.

À la suite de ce succès, les forces génoises occupèrent Oneglia, le 15 août, lançant ensuite une brève contre-offensive dans l'arrière-pays, avec la prise de Perinaldo le 28 août. Ce n'est qu'en septembre que le duc de Savoie réussit à organiser un nouveau corps d'armée, qu'il plaça sous le commandement de son oncle, don Gabriel, et qu'il confia la cavalerie à nouveau au marquis de Livourne. Cette expédition remporta immédiatement des succès, malgré lesquels le marquis fut accusé, plus tard, de lâcheté ou de collusion avec l'ennemi. Si les opérations sur le terrain se terminèrent dès octobre, la guerre se conclut avec un traité de paix signé sous la pression de la France, en janvier 1673. Ce traité rétablit les conditions d'avant la guerre, sanctionnant l'absence de résultats sur le plan politico-territorial de la campagne ainsi que l'atteinte à la réputation militaire de la Savoie. Le conflit resta ainsi un épisode ambigu des guerres savoyardes³⁵.

TOUT EST PERDU. LE DÉSHONNEUR DU COMTE ALFIERI ET DU MARQUIS DE LIVOURNE

La défaite militaire a été suivie de l'effondrement personnel immédiat des deux boucs émissaires, accusés de haute trahison, de lèse-majesté et de corruption. Catalano Alfieri fut emprisonné alors que le marquis de Livourne prit la fuite vers la France. Les deux chefs de guerre ont été tenus responsables du désastre et la pleine responsabilité de l'échec de la guerre leur a été imputée. Cependant, comme cela est souvent le cas dans de telles circonstances, ils ont payé pour des fautes qui, sans aucun doute, pesaient sur les épaules d'autres mieux nés et plus haut placés, le duc Charles-Emmanuel II et son oncle, Gabriel de Savoie³⁶. De plus, les deux malheureux ont fait les frais de la lutte politique entre le parti de la guerre, soutenu par la noblesse de souche et dirigé par le marquis de Pianezza, père de Livourne, et celui de la paix, dirigé par le président du Conseil des Finances, Jean-Baptiste Truchi, qualifié d'« homme vif, d'esprit ouvert, plein de feu et d'idées dans son domaine », par la régente³⁷. Ce dernier était le plus important représentant de la noblesse de robe et s'était opposé aux hostilités, les jugeant dommageables pour les caisses de l'État³⁸. De plus, Truchi espérait l'échec de la campagne militaire, y voyant le

³⁴ AST, Sezione di Corte, *Materie politiche per rapporto all'estero, Lettere Ministri Francia*, liasse 93, 10 août 1672.

³⁵ Alexandre DE SALUCES, *Histoire militaire du Piémont*, t. I, Turin, Pierre Joseph Pic, 1818, p. XXVII. Pour un récit des épisodes de la guerre, voir le t. IV, p. 352-374. De manière tout à fait imprévisible, cependant, la guerre de 1672 a servi de toile de fond à un roman historique publié en feuilletons dans les années 1920 et publié d'un seul tenant plus tard. Ce roman utilisait le conflit pour critiquer l'administration et la politique de guerre de Charles-Emmanuel II, Luigi GRAMEGNA, *Bastian Contrario, Un bandito piemontese del XVII secolo*, Viglongo, Turin, 2005 [1945].

³⁶ Paola BIANCHI, « Una riserva di fedeltà. I bastardi dei Savoia fra esercito, diplomazia e cariche curiali », in *Id.* et Luisa GENTILE (éd.), *L'affermarsi della corte sabauda. Dinastie, poteri, élites in Piemonte e Savoia fra tardo medioevo e prima età moderna*, Turin, Zamorani, 2006, p. 305-360.

³⁷ Carlo NALDI (éd.), *Maria Giovanna Battista di Savoia Nemours. Memorie della reggenza*, Turin, Centro Studi Piemontesi, 2011, p. 81.

³⁸ Pierpaolo MERLIN, Claudio ROSSO, Geoffrey SYMCOX et Giuseppe RICUPERATI, *Il Piemonte sabauda. Stato e territori in età moderna*, Turin, Utet, 1994, p. 257-260.

moyen de décrédibiliser ses adversaires politiques soutenus par la noblesse féodale et notamment le marquis de Pianezza³⁹.

Les deux commandants militaires se trouvèrent donc au cœur d'un conflit de pouvoir opposant l'ancienne aristocratie à la nouvelle noblesse administrative, et dont l'enjeu était la place de chacune dans l'ordre politique du duché. Le parti de la robe, dirigé par le président Truchi, comprenait également les membres de son réseau de clientèle, comme le juge Charles Antoine Blancardi, auditeur de guerre qui, selon certains historiens, avait déjà eu de vifs désaccords avec le comte Catalano Alfieri par le passé⁴⁰. Charles Antoine Blancardi était le fils d'un membre du Sénat du Piémont qui avait suivi la carrière juridique grâce au soutien du premier secrétaire d'État, le marquis de San Tommaso. Nommé juge d'appel pour les affaires instruites au Sénat pour le comté d'Asti, il s'était distingué par sa résolution dans le traitement des affaires judiciaires, devenant bientôt l'un des principaux représentants de l'aristocratie du barreau, désireuse de renforcer le pouvoir central du duc aux dépens de la noblesse féodale. Il devint ainsi l'un des alliés les plus fidèles de Jean-Baptiste Truchi qui le nomma, pour cette raison, auditeur général de guerre en 1663. C'est cette fonction qui justifia son rôle dans l'affaire des deux malheureux capitaines de la campagne de 1672⁴¹.

C'est lui qui instruisit le procès et condamna à mort les capitaines, tous deux éminents représentants des familles les plus importantes de l'aristocratie militaire piémontaise. Fils d'Urbano, déjà colonel de cavalerie, Catalano Alfieri appartenait en effet à la branche des comtes de Magliano et de Castagnole delle Lanze. Né en 1602, il fut rapidement formé à la carrière et participa à la guerre contre Gênes en 1625, devenant ensuite commandant de la place de Ceva pendant la période de Madame Royale, Christine de Bourbon. Sa grande expérience militaire lui valut d'être choisi comme commandant en chef des troupes piémontaises en 1672⁴², comme son second, Charles Jean-Baptiste de Simiana, ou Simiane, mieux connu sous le nom de marquis de Livourne, qui détenait un petit fief dans le Vercelli.

Beaucoup plus jeune qu'Alfieri, le marquis de Livourne était né en 1634 et était le fils du célèbre marquis de Pianezza, Charles Emmanuel Hyacinthe, l'un des aristocrates les plus importants du XVII^e siècle piémontais. Avant 1672, il avait occupé de nombreux postes politiques et militaires sous le duc Victor-Amédée I^{er}. Issu d'une ancienne famille provençale, Livourne était directement lié à la famille ducale. Sa grand-mère était Mathilde de Savoie, sœur naturelle de Charles-Emmanuel I^{er}. Formé comme son père aux armes, le marquis de Livourne était déjà maître de camp de la cavalerie à vingt ans. En 1666, il reçut le collier de l'Ordre de chevalerie de l'Annonciade et l'année suivante, après la retraite de son père, il obtint le poste de

³⁹ Romolo Quazza était d'un avis opposé, « Vicende politiche e militari del Piemonte dal 1553 al 1773 », in Mario ABRATE, Guido ASTUTI, Carlo BAUDINO *et al.*, *Storia del Piemonte*, vol. 1, Turin, Famija Piemontesa, 1960, p. 223.

⁴⁰ AST, Sezione Corte, *Archivio Alfieri*, liasse 33, 18 juin 1674.

⁴¹ Valerio CASTRONOVO, « Carlo Antonio Blancardi », in *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 10, Rome, Enciclopedia Italiana, 1968, p. 764-767.

⁴² Alberto MEROLA, « Catalano Alfieri », in *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 2, Rome, Enciclopedia Italiana, 1960, p. 266-268.

grand chambellan et lieutenant général de la cavalerie du duché. Domenico Carutti le décrit comme « un homme d'esprit vif et tourmenté par l'ambition, de grand lignage, courageux et riche »⁴³. Plus qu'Alfieri, Livourne était l'éminent représentant de l'ancienne noblesse et pouvait compter non seulement sur l'influence de son père, mais aussi sur le prestige de son mariage avec Jeanne Marie Grimaldi, sœur de Louis I^{er}, prince de Monaco⁴⁴.

En 1672, lorsque le noble génois Raphaël Della Torre proposa son projet pour faire tomber Gênes entre les mains des Savoie, l'accord fut conclu chez le marquis de Pianezza, véritable inspirateur du plan⁴⁵. Celui-ci imposa non seulement la candidature de son fils comme lieutenant, mais influença encore à plusieurs reprises les décisions du duc. De nombreuses sources en témoignent, comme la lettre du 21 juin à son fils, dans laquelle il ordonnait l'invasion de la république et l'occupation de Savone⁴⁶. Avec cette entreprise, il visait à renforcer la présence de sa famille à la cour⁴⁷. La gloire et l'honneur que son fils, destiné à occuper les postes les plus prestigieux, pourrait en tirer avaient peut-être également pour objet de déloger le président Truchi du pouvoir⁴⁸.

Jean-Baptiste Truchi, comte de Levaldigi, avait été introduit à la cour par son cousin Gian Giacomo, ancien président de la Chambre des Comptes. Il venait d'une famille de noblesse récente originaire de Savigliano. Entré tôt dans l'administration ducal, Jean-Baptiste Truchi fit carrière, grimpant les échelons jusqu'à devenir, en 1673, président du Conseil des Finances, au moment où les opérations militaires tournaient court. Comme cela a déjà été mentionné, il espérait ardemment que la guerre se terminerait mal afin de renforcer sa position à la cour, de reléguer l'ancienne noblesse au second plan et de limiter autant que possible l'influence des féodaux dans le duché⁴⁹.

Selon Gaudenzio Claretta, les premières accusations contre le comte Alfieri auraient été portées par Gabriel de Savoie avec l'aide du duc pour dissimuler ses propres erreurs. Don Gabriel avait d'ailleurs initialement été accusé d'être responsable de la défaite, par le marquis de Livourne lui-même, bien avant la débâcle de Castelvechio et alors que Charles-Emmanuel II appréciait encore Alfieri. Cependant, la situation changea rapidement. Après la retraite désastreuse, des rumeurs malveillantes circulèrent à la cour, jusqu'à convaincre le duc d'ordonner une enquête sur les deux militaires. Plus tard, à la demande de Truchi, le duc demanda leur incar-

⁴³ Domenico CARUTTI, *Storia della diplomazia della corte di Savoia*, vol. III, 1663-1730, Turin, Fratelli Bocca, 1879, p. 98.

⁴⁴ Andrea MERLOTTI, « Carlo Giovan Battista di Simiana, marchese di Pianezza », in *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 83, Rome, Enciclopedia Italiana, 2015, p. 58-60.

⁴⁵ G. CLARETTA, *Storia del Regno e dei tempi di Carlo Emanuele II...*, op. cit., p. 636-638.

⁴⁶ Gaudenzio CLARETTA, *Memoriale autografo di Carlo Emanuele II duca di Savoia*, Gênes, Tipografia del Regio Istituto dei sordo-muti, 1879, p. 209-246 ; AST, Sezione di Corte, *Materie politiche per rapporto all'estero, Negoziazioni con la Repubblica di Genova*, liasse 3.

⁴⁷ A. MERLOTTI, « Carlo Emanuele Giacinto di Simiana, marchese di Pianezza », in *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 83, Rome, Enciclopedia Italiana, 2015, p. 54-58.

⁴⁸ Augusto BAZZONI, « Memorie e lettere di Carlo Emanuele II duca di Savoia », *Archivio Storico Italiano*, t. 8-1, 1868, p. 127.

⁴⁹ Paola BIANCHI, « Giovanni Battista Truchi, conte di Levaldigi », in *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 64, Rome, Enciclopedia Italiana, 2005, p. 728-731.

cération et l'ouverture d'un procès. Ces accusations, qui eurent des échos jusqu'à Paris, impliquaient également ceux qui considéraient Charles-Emmanuel II comme responsable des déboires de la guerre. Pour sauver son propre honneur et celui de son oncle, le duc rejeta donc la faute sur Alfieri et Livourne⁵⁰. Si Gabriel de Savoie avait certes joué un rôle dans les opérations, il n'était cependant pas l'un des principaux acteurs de la querelle politique qui animait la cour, du moins à la lumière des sources examinées.

Quoi qu'il en soit, jusqu'au mois d'octobre 1672, le duc maintint une attitude favorable envers ses deux commandants, en particulier envers le marquis de Livourne, constamment loué, comme en témoignent de nombreuses lettres conservées aux Archives d'État de Turin. Le 29 juin, après la prise de Pieve, Charles-Emmanuel II félicitait Livourne, dont la conduite était jugée « vigilante et sensée » et confirmait « l'estime et le jugement que nous avons de sa personne ». Même après Castelvechchio, le duc l'assurait de sa pleine confiance : « Les expressions contenues dans la lettre de Votre Seigneurie du onze courant – dans laquelle elle annonçait la défaite – bien qu'elles soient issues de son zèle habituel à notre service, expriment en nous ces sentiments de gratitude qu'elle peut juger »⁵¹. Après Castelvechchio, nombreux furent ceux qui s'éloignèrent de l'opinion du duc qui, selon le Mémorial publié par Gaudenzio Claretta, tenait avant la guerre en haute estime le comte Alfieri, le qualifiant « d'homme capable et expérimenté »⁵². Ce n'est que dans la première partie de l'année 1673 que son opinion se modifia, lorsqu'il choisit de sauvegarder sa réputation.

Immédiatement après la fin de la campagne, le comte Alfieri, sentant le danger se dessiner, se réfugia dans son fief de Magliano, attendant d'être traduit en justice, comme on le murmurait déjà à la cour. Le 23 août 1673, après de nombreuses tractations, il se rendit aux gardes royaux à l'auberge du « Tagliarardo » de Moncalieri, pour être ensuite conduit aux prisons du Palais Madame à Turin⁵³. Après seulement dix-sept jours de détention, Charles Antoine Blancardi ouvrit le procès. Compte tenu de sa proximité avec Jean-Baptiste Truchi et de ses désaccords passés avec le comte Catalano Alfieri, la sentence semblait inéluctable. Le 9 septembre 1673, il rédigea l'acte d'accusation, comportant des crimes graves tels que la trahison – pour avoir correspondu avec l'ennemi alors qu'il se trouvait à Albenga et pour n'avoir pas exécuté les ordres de Gabriel de Savoie après le 24 juillet – et la lâcheté – pour s'être prétendu malade alors que les troupes marchaient vers Savone et pour s'être caché chez lui, d'où il s'échappa honteusement en pleine nuit. Parmi les nombreux chefs d'accusation figurait également la corruption : Alfieri aurait reçu de l'argent des Génois afin qu'il perde la guerre.

Les 23 chefs d'accusation et la réfutation de chacun d'entre eux furent compilés quelques années plus tard, peut-être en 1679, par un auteur anonyme dans un volumineux ouvrage : *La calunnia svelata ovvero li riscontri dell'innocenza difesa dell'illustrissimo et*

⁵⁰ Gaudenzio CLARETTA, *Sulle avventure di Luca Assarino e Gerolamo Brusoni chiamati alla corte di Savoia nel secolo XVII ed eletti istoriografi ducali*, Turin, Stamperia Reale, 1873, p. 102.

⁵¹ AST, Sezione di Corte, *Materie politiche per rapporto all'estero, Negoziazioni con la Repubblica di Genova*, liasse 3, 29 juin e 13 août 1672.

⁵² G. CLARETTA, *Il Memoriale... op. cit.*, p. 217.

⁵³ Ernesto MASI, *Asti e gli Alfieri nei ricordi della villa di San Martino*, Florence, Tipografia Barbera, 1903, p. 318.

eccellentissimo signor Conte Cattalano Alfieri. Dans cette défense passionnée, tous les témoignages recueillis par le juge contre le capitaine étaient réfutés. Le témoignage d'un certain Giacomo Rosso par exemple, confirmait des rumeurs entendues à Toirano, où il résidait, selon lesquelles le comte aurait reçu beaucoup d'argent des Génois pour se retirer. Il reposait cependant sur les dires d'un aubergiste de Loano qui affirmait « que la République avait bien fait de laisser courir de l'argent au Comte, ce qui signifiait qu'il avait reçu une grande quantité d'argent pour ne pas aller plus loin ». Le texte de la défense s'attaquait également au défunt juge Blancardi, considéré comme inique et faux, ayant présenté les témoignages de « menteurs »⁵⁴.

Pour étayer ces 23 chefs d'accusation, Blancardi réussit à trouver pas moins de 227 témoins contre Catalano Alfieri, qui tenta de se défendre par tous les moyens, comme le montrent les nombreuses lettres envoyées au duc avant son arrestation, telle que celle du 9 octobre 1672, dans laquelle le comte se demandait : « En quoi ai-je offensé mon souverain adoré, qui en échange de cinquante années de loyaux services, veut me priver de cette réputation que j'ai toujours préférée à la vie, et qui enfin est mienne propre et achetée au prix fort du Prince et du sang ? ». Dans une autre lettre datée du 14 novembre, il écrivait encore : « J'ai examiné rigoureusement ma conduite et ma conscience ne me reproche aucune faute »⁵⁵. Bien que convaincu de son innocence, le comte Catalano comprit que sa condamnation était inéluctable. Il savait parfaitement dans quel jeu de pouvoir il était pris. À la fin de l'enquête, Alfieri fut condamné pour haute trahison, dépouillé de tous ses biens, fiefs et honneurs, y compris du collier de l'Ordre de la Très Sainte Annonciade, qu'on lui retira en prison lors d'une humiliante cérémonie publique. La honte s'effacerait d'autant plus difficilement⁵⁶, que l'ordre, institué en 1364 par Amédée VI puis dédié à la Très Sainte Annonciade en 1518 par le duc Charles II, était devenu la plus importante distinction de la maison de Savoie⁵⁷. Il incarnait les liens indissolubles de la dynastie avec la Vierge et de la noblesse avec la maison de Savoie. Avant que la condamnation à mort ne soit exécutée, le comte Alfieri décéda, peut-être de chagrin, dans la prison du Palais Madame le 14 septembre 1674.

Si la fin du comte Alfieri ne fut pas honorable, celle du juge Blancardi ne le fut pas davantage. Depuis sa nomination, de nombreux membres de la noblesse féodale disaient à la cour qu'il était sans doute la personne la moins appropriée pour juger les deux hommes. Sa ténacité et son inflexibilité sans pareilles confirmèrent sa volonté de faire condamner Alfieri et

⁵⁴ *La calunnia svelata ovvero li riscontri dell'innocenza difesa dell'illustrissimo et eccellentissimo signor Conte Cattalano Alfieri cosignor di Magliano, Ferrere, e Castelinaldo, Conte di Castagnole delle Lanze, Cavagliere del Supremo Ordine della Santissima Annunciata, & Luogo Tenente Generale & Comandante tutta la Fanteria di S.A.R di Savoia*, s.l.n.d [1679], p. 8, p. 96-100 et p. 176-179.

⁵⁵ G. CLARETTA, *Storia del Regno e dei tempi di Carlo Emanuele II...*, op. cit., p. 769.

⁵⁶ *Ibidem*, *Memoriale...*, op. cit., p. 377.

⁵⁷ Andrea MERLOTTI, « I Savoia: una dinastia europea in Italia », in Walter BARBERIS (éd.), *I Savoia. I secoli d'oro di una dinastia europea*, Turin, Einaudi, 2007, p. 114-116 ; Franco ANGIOLINI, « Gli ordini cavallereschi degli Stati italiani (XVI-metà del XIX secolo) », in Alessandro BARBERO et Andrea MERLOTTI (éd.), *Cavalieri. Dai Templari a Napoleone. Storie di crociati, soldati, cortigiani*, Milan, Electa, 2009, p. 195-211.

Livourne et de réduire le parti de l'ancienne noblesse⁵⁸. Les documents du procès portent d'ailleurs la trace de ses manipulations. Un soldat y est ainsi invité à dénoncer les méfaits du marquis de Livourne. Un officier du nom de Colonna alla jusqu'à affirmer qu'après s'être enfui en France, le marquis avait ourdi un complot pour assassiner le duc⁵⁹. Blancardi poursuivit même le procès après la mort d'Alfieri. Peut-être était-ce parce qu'au-delà de l'humiliation, la condamnation répondait également à la nécessité de restaurer les finances de l'État grâce à la saisie des biens de l'accusé, dont la valeur s'élevait à environ 150 000 ducats.

Ce sont toutefois les accusations portées contre Livourne, plus que celles pesant sur Alfieri, qui ont provoqué la réaction de l'ancienne aristocratie féodale. Au début de 1675, par l'intermédiaire du marquis de Pianezza, celle-ci ourdit un complot efficace contre Blancardi. Le duc se laissa convaincre de poursuivre à son tour le juge pour lèse-majesté, détournement de fonds et adultère. Le 22 juin, la régente Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie-Nemours, veuve du duc, signa le décret qui ordonnait son arrestation. Le 3 mars 1676, Blancardi fut condamné à mort, et exécuté sur la place de la citadelle de Turin quatre jours plus tard⁶⁰.

La fin honteuse et déshonorante de Charles Antoine Blancardi est indissociablement liée au destin du marquis de Livourne. Avant même que la machine judiciaire ne se mette en mouvement contre son fils, le marquis de Pianezza avait demandé au duc de présenter ses propres témoins. Dès l'automne 1673, la situation se compliqua néanmoins pour Livourne sous l'effet de la falsification, par le juge, des témoignages et en particulier de ceux des deux guides qui auraient dû aider les deux commandants piémontais à évacuer Castelveccchio. Entre la fin de l'année et les premiers jours de 1674, alors qu'Alfieri était définitivement piégé, Blancardi réussit à mettre Livourne en accusation malgré les suppliques de son père auprès du duc et du président Truchi. Le 12 février 1674, la situation se précipita lorsque le marquis de Livourne, averti du témoignage de deux autres témoins, s'enfuit secrètement de la cour. Il trouva d'abord refuge dans son fief de Montafia, non loin d'Asti, pour lequel il était vassal du pape et non du duc. Puis, de là, passant par Modène, il parvint en Provence et finalement à Paris. À la cour de Louis XIV, Livourne fut bien accueilli, surtout par Louvois, ministre de la Guerre, et par le marquis de Pomponne, secrétaire aux Affaires étrangères. Charles-Emmanuel II interpréta la fuite comme un acte manifeste de trahison et comme un aveu de culpabilité. Le procès de Livourne se déroula à Turin et aboutit à sa condamnation à la peine de mort par contumace, à la perte de tous ses biens, y compris le retrait du collier de la Très Sainte Annonciade, et à la déclaration de son ignominie. Simiana, quant à lui, entra dans la cavalerie du Roi Soleil, se dis-

⁵⁸ Le duc écrivit dans son Mémorial qu'il avait changé d'avis à l'égard de Livourne, le jugeant d'abord innocent, puis coupable et digne de subir un procès comme cela avait été le cas pour le comte Alfieri, G. CLARETTA, *Memoriale...*, *op. cit.*, p. 378.

⁵⁹ AST, Sezione di Corte, *Archivio Alfieri*, liasse 33.

⁶⁰ Giuliana BRUGNELLI BIRAGHI et Maria Bianca DENOYÉ POLLONE, *La Seconda Madama Reale. Maria Giovanna Battista di Savoia-Nemours*, Cavallermaggiore, Gribaudo, 1996 ; C. NALDI (éd.), *Maria Giovanna Battista di Savoia...*, *op. cit.*, p. 97-98 ; AST, Sezione di Corte, *Storia della Real Casa, categoria III, Storie particolari*, liasse 17, fasc. 5.

tinguant, selon les Français, sous les ordres du prince de Condé lors de la bataille de Seneffe contre les Hollandais, en août 1674⁶¹.

Une correspondance dense commença bientôt entre le duc et son ambassadeur à Paris, le marquis Thomas Félix Ferrero della Marmora, dans le but de diffamer Livourne. Ce dernier trouva des protecteurs auprès du roi de France qui poussait l'ambassadeur de France à Turin à convaincre le duc de pardonner. Dans les nombreuses lettres envoyées par les deux ambassadeurs qui se sont succédé à Turin, la cour de France soutenait les demandes du marquis de Pianezza pour sauver son fils, et effacer le déshonneur et l'humiliation de la défaite et de la fuite. Alors que Livourne accumulait les honneurs et les gloires militaires en France, soutenu par la princesse de Carignan, à Turin, tout semblait acculer la lignée des Simiana. Le comte Alfieri mourait, lui, en prison⁶².

La mort de ce dernier eut pour incroyable effet d'inverser les équilibres politiques à la cour. Le duc, sous pression de Pianezza et des familles de l'aristocratie traditionnelle, fit arrêter le juge Blancardi, avant de le faire accuser et condamner à mort. Le 17 mai 1675, le jugement contre Livourne fut malgré tout prononcé, selon le souhait de Gabriel de Savoie, désireux de se décharger de ses propres fautes. Il fut condamné pour haute trahison et lèse-majesté, ses titres nobiliaires furent révoqués et tous ses biens confisqués. Bientôt, la famille du marquis fut mise à genoux, si bien que l'épouse de Livourne s'adressa au duc à plusieurs reprises pour demander la suspension de la sentence, au nom de son fils et afin de lui garantir une vie conforme à son rang. Le préjudice économique fut en effet énorme pour la famille, bien que le marquis puisse encore, en France, se permettre un train de vie à la hauteur de Versailles. Ne parvint-il pas à acheter son propre régiment de cavalerie⁶³ ?

Un nouveau retournement inattendu modifia encore le cours des événements. La mort soudaine du duc Charles-Emmanuel II le 12 juin 1675 fit disparaître le principal responsable du revers militaire, injustement imputé aux deux commandants. Dans la dernière période de sa vie, le duc s'était montré faible et fortement influençable. Le parti des nobles de robe l'avait conduit aux condamnations d'Alfieri et de Livourne. Dans un revirement spectaculaire, il avait lancé le procès contre Blancardi. Le sort du marquis de Livourne ne changea pas cependant immédiatement. La pression du roi de France se fit plus intense pendant les années 1676-77. Depuis Turin, Villars et Pianezza poursuivaient un travail de persuasion auprès de l'entourage de la régente⁶⁴. Le 4 avril 1677, dans une longue lettre du marquis de Livourne, les premières difficultés économiques se manifestaient pour Simiana, au point qu'il sollicita la duchesse de Savoie pour qu'elle lui permette de vendre ses biens en Piémont afin qu'il puisse vivre décemment et honorablement en France. Exagérant peut-être sa situation, le marquis affirmait être réduit à la

⁶¹ A. FERRERO DELLA MARMORA, *Le vicende di Carlo di Simiane...*, *op. cit.*

⁶² AST, Sezione di Corte, *Materie politiche per rapporto all'estero, Negoziazioni con la corte di Francia*, liasse 13, fasc. 21.

⁶³ Archives Diplomatiques (désormais AD), *Correspondance Politique, Sardaigne*, reg. 64, 7, 21 avril et 3 octobre 1674, ainsi que 19 janvier et 26 mai 1675.

⁶⁴ Dans ses mémoires, la régente écrivit qu'elle avait cédé après trois années de pressions de la France, C. NALDI (éd.), *Maria Giovanna Battista di Savoia Nemours...*, *op. cit.*, p. 130-131.

misère et ne voir de salut que dans la liquidation de ses biens. Il promettait en échange de ne jamais revenir à Turin⁶⁵.

En réalité, l'ambassadeur français, dans une seconde lettre, insista pour obtenir l'annulation du jugement, ce qui aurait permis au marquis non seulement de revenir à Turin, mais aussi de récupérer une partie de ses biens. Avec la mort de son père le 3 juin 1677, Livourne, obtint le titre de marquis de Pianezza, ce qui lui permit de respirer économiquement, grâce à l'héritage des biens épargnés par la confiscation. Il pouvait aussi compter sur son neveu, Charles Valperga de Masino, l'un des membres les plus importants de la cour de Turin qui, avec beaucoup de ténacité, réussit finalement à convaincre la duchesse d'adoucir sa posture vis-à-vis de Simiana.

Le premier août 1677, le marquis de Villars annonçait triomphalement que les demandes répétées de Louis XIV avaient convaincu la duchesse d'accorder une grâce, rétablissant ainsi le nouveau marquis de Pianezza dans tous ses biens. Le 5 septembre suivant, une grâce fut finalement accordée à condition qu'il reste en France pour le reste de sa vie. Il ne fut autorisé à rentrer au Piémont que le 14 mai 1680, malgré l'opposition de sa mère qui détenait encore une grande partie du pouvoir à Turin. Le nouveau duc, encore faiblement installé au pouvoir, avait alors grandement besoin du soutien de Louis XIV et de l'aide d'un homme de confiance⁶⁶. Ainsi, le marquis de Pianezza et de Livourne put revenir à Turin. Le déshonneur de la guerre de 1672 était effacé par ses nouvelles charges de conseiller d'État (1682), qui faisait de lui une sorte de ministre de la Guerre⁶⁷. En 1706, il mourut à Turin, après une carrière longue et prestigieuse, et alors que les troupes françaises assiégeaient sa capitale. Selon les rumeurs qui circulaient alors dans la ville, il aurait, pour se venger de la maison de Savoie, livré la ville aux troupes du Roi Soleil.

*

L'avocat activiste Jacques M. Vergès aurait sans doute attribué aux actions engagées contre Alfieri et Livourne l'étiquette de « procès de connivence »⁶⁸, qu'il utilisait pour décrire des procès à sens unique en faveur de l'accusation. Elles firent, quoiqu'il en soit, de la guerre de 1672 entre le duché de Savoie et la république de Gênes un désastre non seulement militaire, mais aussi politique et économique. Le conflit eut en effet de graves répercussions pour le comte Alfieri et le marquis de Livourne évidemment, mais également pour le duc de Savoie lui-même. Castelvechio devint le symbole du déshonneur des deux capitaines, un déshonneur qui ne frappa pas seulement leur réputation, mais détruisit également leur position sociale et économique. Les accusations de trahison et de corruption, tout comme la honte qui accompagnait

⁶⁵ AD, *Correspondance Politique, Sardaigne*, reg 66, 4 avril et 1^{er} août 1677.

⁶⁶ Alessandro BARBERO, *Storia del Piemonte. Dalla preistoria alla globalizzazione*, Turin, Einaudi, 2008, p. 222.

⁶⁷ AST, Sezione di Corte, *Materie politiche per rapporto all'estero, Negoziazioni con la corte di Francia*, liasse 13, fasc. 21.

⁶⁸ Jacques VERGÈS, *Strategia del processo politico*, Turin, Einaudi, 1969, p. 49.

traditionnellement la défaite des chefs de guerre, furent instrumentalisées dans un contexte de luttes de pouvoir entre l'ancienne noblesse féodale et la nouvelle noblesse de robe. La condamnation d'Alfieri et la fuite de Livourne en France ne furent pas seulement les conséquences d'actes de justice, mais de véritables coups portés à leur existence et à leur famille, entraînant la confiscation de leurs biens et l'effondrement de leurs fortunes familiales. En ce sens, le déshonneur, qui traduisait l'infamie de leur condamnation, eut des effets dévastateurs tant sur le plan économique, car des familles aristocratiques entières furent réduits à la misère, que symbolique. La réhabilitation même de Livourne, quelques années plus tard, grâce à l'intervention française ne put effacer complètement l'opprobre. Dans l'Europe du XVII^e siècle, l'honneur et son corollaire, la honte, étaient donc indissociablement liées à la politique et à l'économie. La guerre de 1672 marqua ainsi non seulement une crise du pouvoir savoyard, mais aussi la vulnérabilité de l'aristocratie face à une culture de l'honneur et de la honte capable de priver ses membres de leur position sociale et de leurs moyens de subsistance.

Résumé / *abstract*

En 1672, le duc de Savoie, Charles-Emmanuel II, convaincu du soutien extérieur de Louis XIV, décidait de tenter une manœuvre contre Gênes et la Ligurie, visant à obtenir l'accès tant convoité à la mer. Malgré la défaite que le comte Catalano Alfieri avait subi lors de la guerre de 1625, le duc confia au capitaine, secondé du marquis de Simiana, le commandement des troupes d'invasion. L'action militaire, principalement concentrée sur la Riviera di Ponente, se solda par un échec, au cours de l'opération menée au Castelveccchio. Cette défaite entraîna la fuite de l'armée piémontaise et l'invasion rapide des troupes génoises. Une brève guerre qui ne fut pas seulement une débâcle honteuse pour le duc de Savoie, mais qui eut également des répercussions graves sur les deux commandants piémontais : le comte Alfieri, jugé et déshonoré, mourut peu de temps après en prison, tandis que le marquis de Simiana, alors marquis de Livourne malgré son exil à la cour du roi de France, fut ultérieurement condamné à la perte de ses titres nobiliaires et de tous ses biens. Analysant des documents inédits, l'article est divisé en deux parties : la première examine les raisons militaires de la défaite, tandis que la seconde cherche à comprendre, à travers l'histoire des deux personnages après 1672, comment la défaite militaire au sein du contexte d'Ancien Régime se transforma en déshonneur personnel et en graves pertes économiques.

In 1672, the Duke of Savoy, Charles Emmanuel II, believing that he had the external support of Louis XIV, decided to attempt a maneuver against Genoa and Liguria in order to conquer the much-desired access to the sea. Despite the defeat suffered by the Count Catalano Alfieri in the 1625 war, the Duke entrusted the captain, assisted by the Marquis of Simiana, with the command of the invasion troops. The military action, primarily focused on the Riviera di Ponente, ended in failure during the battle of Castelveccchio. This defeat led to the flight of the Piedmontese army and the swift invasion by Genoese troops. The brief war was not only a shameful defeat for the Duke of Savoy but also had severe repercussions for the two Piedmontese commanders: Count Alfieri, judged and dishonored, died shortly after in prison, while the Marquis of Simiana, then holding the title of Marquis of Livorno, despite his exile at the court of the King of France, was later condemned to the loss of his noble titles and all his assets. Analyzing unpublished documents, the article is divided into two parts: the first examines the military reasons for the defeat, while the second seeks to understand, through the history of the two figures after 1672, how the military defeat within the context of the Ancien Régime was transformed into personal dishonor and significant economic losses.